



E-mail Bulletin de StreetNet No. 4 Novembre 2004

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com website: www.streetnet.org.za

Dans ce numéro:

- **La Conférence Internationale du Travail établit d'avance une voie en faveur des rencontres pour l'organisation de l'économie informelle....page 1**
 - **SEWA defend les droits du vendeur de charrette a bras de pedale en Ahmedabad....page 3**
 - **Bâtir les Alliances en Amérique Latine *Par Pat Horn, Coordinatrice de StreetNetpage 4***
 - **COOMIRAPID: "Pour une économie informelle organisée" *By Ana Maria Agudelo Escobar, COOMIRAPID....page 6***
 - **L'Alliance de l'Economie Formelle et Informelle au travail avec les Fédérations de l'Union Globale (GUFs) *Par Pat Horn....page 6***
 - **Les vendeurs de rue sud africains réunis pour une discussion d'unité....page 8**
 - **Nicaragua: Progrès dans l'organisation et développement pour le compte des travailleurs eux-mêmes *Par le Front National des Travailleurs (FNT)....page 10***
 - **Les vendeurs de rue Coréens rassemblement pour 17 ème congrès annuel *Par Shin Hee-chul, Directeur International de NFSVK....page 11***
 - **Uruguay: L'économie informelle abrite des masses dans la suite de crise economique *Par Lucia Melnikovpage 12***
-

La Conférence Internationale du Travail établit d'avance une voie en faveur des rencontres pour l'organisation de l'économie informelle

Foulant le nouveau monde en tant que première Organisation représentant les vendeurs de rue en vue d'être accréditée par l' Organisation International du Travail (OIT), les délégués de StreetNet ont participé à la séance annuelle de la Conférence Internationale du Travail qui s'est tenue à Genève du

1er au 7 juin 2004.

Les délégués de StreetNet, en l'occurrence Pat Horn (Coordinatrice), Shin Hee-Chul de la Fédération Nationale des Vendeurs de rue de Corée (la NFSVK) et Mishack Musondo de l'Association "Cross-Border Traders" (une affiliée de l'Alliance des Associations zambiennes pour l'Economie Informelle) ont fait part du Comité sur "La Migration Internationale du Travail: défis et réponses".

Le Comité sur les travailleurs migrants a commencé son travail le 1er juin et l'a terminé par l'adoption de son rapport et "la Conclusion sur un marché équitable pour les travailleurs migrants dans une économie globale", le 16 juin. StreetNet Internationale a saisi cette occasion qui était donnée aux ONG pour s'adresser au Comité des travailleurs migrants, pour enregistrer sur leur propre compte, tels que les commerçants ambulants, qu'ils ne pourraient pas exclure. Mishack a préparé une présentation écrite pour être insérée dans les conclusions. Ces dernières sont vastes et inclues les migrants irréguliers et travailleuses dans l'économie informelle.

StreetNet, par la présente avait l'opportunité d'entraîner les membres de deux organisations affiliées pour comprendre comment l'Organisation Internationale du Travail fonctionne et comment la politique de la prise de décision prend place au sein de la Conférence Internationale de Travail.

Pendant ce temps à Genève, StreetNet et les membres du Comité de Coordination International (ICC) organisait les travailleurs dans l'économie informelle: "Combinons nos efforts ", a pris à l'avance la décision faite par la Conférence d'ahmadabad, en décembre 2003, pour augmenter la discussion et la représentation des travailleurs dans l'économie informelle à la Conférence Internationale du Travail.

Les membres de l'ICC, Renana Jhabvala et Manali Shah de L'Association des Femmes Travailleuses indépendantes de l'Inde (SEWA), Kofi Asamoah du Conseil Syndicale(TUC) de Ghana et Pat Horn de StreetNet ont participé à plusieurs importants meetings avec l'Organisation Internationale du Travail (OTI) à Genève.

Les délégués de StreetNet venus de Zambie et de Corée, un délégué de l'Union des Migrants Indonésien, José del Valle de CROC de Mexique, Dan Gallin et Chris Bonner de WIEGO (Women in informal Employment: Organizing and Globalisizing) représentants d'Organisation et de programme travaillaient avec les membres de l'ICC.

Un atelier de bonne-assistance était tenu par le ICC le 7 juin et les programmes suivant étaient discutés pour l'exercice 2004 et 2005.

- une Conférence Internationale au Ghana en décembre 2005;
- une serie d'ateliers régionaux bien avant cette Conférence;
- collecter les documents d'information sur les Organisations dans l'économie informelle et création d' une banque de données de base (WIEGO et le Programme de représentation);
- collecter les documents d' information sur les lois du Travail et autres lois relatives au travailleurs et organisations dans l'économie informelle (WIEGO);
- des visites d'échanges entre unions et autres organisations en charge de l'économie informelle pour apprendre l'une de l'autre;
- une éducation manuelle sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle doit être développée et disponible pour les organisations.

Les Participants venus du Bénin, du Tchad, de Hong Kong, du Libéria, du Maroc, du Niger, du Nigeria, de la Zambie et de l'OATUU (Organisation of African Trade Union Unity = Confédération Syndicale Africaine) ont échangé des expériences et souligné l'importance d' organiser les travailleurs dans l' économie informelle sur une plus grande échelle.

Il s' était dégagé un consensus général sur la possibilité d' étudier une nouvelle voie pour organiser l'économie informelle et travailler dessus pour faire attingre les gouvernements à surmonter les barrières légales pour organiser les travailleurs.

AFRIQUE - Kofi Asmoah a parlé sur l'économie informelle en Afrique et les défis rencontrés par les syndicats pour organiser les travailleurs dans l' économie informelle et de protger ce qui n'est protégé. La TUC du Ghana avait déjà organisé les travailleurs dans l'économie informelle depuis les années 1990.

ASIA- Renana Jhabvala a expliqué l'extention de l'économie informelle dans la partie de l'Asie. Dans

l'Asie de l'Est, plus de 50% de travailleurs vivent dans l'économie informelle, et en Inde, c'est au-delà de 90%. Dans le Nepal, GEFONT a été contribué en assurant que les travailleurs indépendants puissent avoir le droit de s'organiser sous la protection de la loi du travail. Au Bangladesh, les travailleurs domestiques ont été reconnus comme travailleurs et leur syndicat a été aussi enregistré. A Hong Kong, il existe des syndicats actifs des travailleurs domestiques. En Thaïlande, le Comité de solidarité des travailleurs Thai apporte ensemble neuf centres syndicaux qui organisent des travailleurs dans l'économie informelle. Au Philippines beaucoup de syndicats sont organisés dans l'économie informelle.

L'AMERIQUE LATINE - Des rencontres régionales ont été tenues à Mexico pour bâtir une solidarité et partager les expériences. CROC a créé une fédération spécialement pour les travailleurs informels; FNOTNA a onze mille membres. Le Secrétaire Général de FNOTNA a annoncé l'institution d'une loi protégeant les travailleurs dans l'économie informelle dans l'Etat Mexicain de Nuevo Leon, état qui sera utilisé comme modèle dans le travail pour d'autres syndicats.

Le programme de ICC à la Conférence Internationale du Travail a inclus les rencontres suivantes:

JUAN SOMAVIA, Directeur de l'OIT: Somavia a apporté un grand soutien et des initiatives au travail de ICC. Il avait assisté à la rencontre des vendeurs de rue qui a été organisée par la NASVI et la SEWA au Forum Social à Mumbai. Il voudrait que l'OIT s'implique de plus en plus dans l'organisation du travail dans l'économie informelle, et croit que les coopératives sont importantes à cet effet.

LEROY TROTMAN, Président des Travailleurs de l'OIT: Trotman a apporté un grand soutien et des initiatives pour ICC. Il voit l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle comme une importante assistance avec allègement/ éradication de la pauvreté. Il a exprimé un intérêt dans le travail de l'économie informelle dans la région des Caraïbes et il a organisé un atelier-pilote sur des techniques d'organisation et des stratégies de leadership.

JIM BAKER, Président de l'ACTRAV (Bureau des Travailleurs OIT): Il a touché les points suivants dans ses rencontres avec les membres de ICC :

- ACTRAV a fixé son regard sur la gouvernance, la démocratie, la loi et la protection sociale;
- ACTRAV travaille avec les centres nationaux plus qu'avec les syndicats individuels;
- La représentation se ferait à travers les structures tripartites nationales, si c'est possible;
- Les nouvelles études du Pays sont effectuées, et la loi sera portée sur l'Agenda de la Conférence Internationale du Travail en 2005.

ANNE TREBILCOCK et le Département de la politique d'intégration: Ce Département est chargé de la promotion au sein de l'office et du suivi sur le Travail décent et dans l'économie informelle. Les Staff issus des différents Départements de l'OIT font des rapports sur le travail qu'ils ont réalisé. Les Staff de l'OIT et de l'ICC continueront de consulter sur les autres espaces de travail qui pourraient poursuivre le bénéfice mutuel - particulièrement n'importe quelles "meilleures pratiques" identifiées par le ICC.

ASSANE DIOP, Directeur- Général Adjoint et Président de la Protection Sociale de l'OIT: Il a suggéré que l'OIT supporterait un atelier régional africain sur l'organisation de l'économie informelle; cet atelier allait être organisé conjointement par l'OIT et le ICC à Dakar, au Sénégal.

L'Atelier, sur "l'organisation pour un travail décent dans l'économie informelle: la voie de sortie de la pauvreté", sera tenu dans les dernières semaines du mois de mars 2005. La recherche antérieure sera effectuée au moyen d'un questionnaire qui sera envoyé à l'avance aux Organisations dans les Pays qui seront invités à y participer.

SEWA défend les droits du vendeur de charrette à bras de pédale en Ahmedabad

Le commissaire de police d'Ahmedabad a annoncé une notification interdisant des véhicules lents de circuler pendant les temps spécifiques dans la ville, en juin. Manali Shah, vice-président de SEWA rapporte que, par conséquent, 7000 membres d'extracteur de charrette de main et quelques 3000 vendeurs étaient incapables de gagner la vie entre 8 heures du matin et 8 heures du soir.

Shah dit: nous essayions de négocier avec le commissaire de police, mais, même après 12 jours d'efforts successifs, le commissaire n'a pas changé sa décision. Un rassemblement était organisé et

plus de 4000 membres ont assisté et ont aussi manifesté devant le bureau du commissaire. Bien qu'il nous a assuré qu'il fera des changements pertinents dans la notification, rien n'a été fait qui rendait capable nos membres à travailler.

Par conséquent, SEWA devait faire alors une étude de carte de route; compter le nombre de véhicules lents aux heures différentes du jour. Ils ont attiré l'attention du commissaire sur le nombre de véhicules de déménagement lents, et les gens dont le gagne-pain est affecté par l'interdiction sur les véhicules de déménagement lents. Shah a rencontré le commissaire et le secrétaire de le Ministère de Travail pour discuter l'alternative à l'interdiction sur la circulation lente le 14 Aout.

Shah rapporte cela, "la réunion est allée bien. Meme le secrétaire général du department travailliste, le commissaire et moi aussi, étions présents. Tous les officiers étaient très positifs du problème entier". Le commissaire a informé SEWA qu'une pétition avait été classée dans la cours supreme en ce qui concerne les véhicules lents et ennuis qu'ils ont causé parait-il. Par conséquent le commissaire de police a dit qu'il avait constaté que c'était nécessaire de prendre les mesures pour bien contrôler la circulation lente.

Shah continue, "ça a été consenti que nous avons besoin de réexaminer les alternatives à cette décision". Sewa a demandé aux professeurs et aux étudiants de l'école d'Architecte et de planification d'Abmedabad, de concevoir la solution qui rendra capable les vendeurs de continuer à gagner la vie, en même temps entrain de resoudre le problème d'encombrement de vehicules lents. (*La source: Message adressé à Marthy Chen, WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organising) de Nidhi, l'Association de Femmes Travailleuses Indépendantes (SEWA), le 10 Juillet 2004; Manali Shah, SEWA Vice-Présidente, message adressé à Streetnet, le 05 et le 14 Aout 2004.*)

Bâtir les Alliances en Amérique Latine

Par Pat Horn, Coordonnatrice de StreetNet

Comme Coordonnatrice de StreetNet, j'ai passée le mois de juillet et août en Amérique Latine pour développer les contacts et mettre en place la base de l'organisation avec les vendeurs de rue et les organisations de l'économie informelle.

Pendant les deux mois, StreetNet a tenu un atelier regional et des contacts étaient noués et renouvelés avec les Organisations durant les visites de l'Equateur, de la Bolivie, de la Colombie, du Venezuela et du Brésil. StreetNet était basé à Lima, au Péru et ISCOD, le projet de développement de la Centrale syndicale espagnole, le UGT, m'ont généreusement fourni un bureau spacieux avec facilités d'internet.

L'atelier régional de StreetNet, tenu du 24 au 26 août à Lima, était organisé par PLADES. Le but de cet atelier était de découvrir les initiatives capables d'organiser l'économie informelle de cette région, de discuter et débattre les stratégies de départ et les voies de coordonner le travail dans la région de l'Amérique Latine. Les participants venus de plus de syndicats et organisations travaillant dans l'économie informelle, ont assisté repartis selon les Pays suivants:

Région des Andes: la Colombie, l'Equateur, la Péru et le Venezuela;

Région de l' Amérique Centrale: l'Honduras, le Mexique et la Nicaragua;

Le Cône du Sud: le Brésil et l'Uruguay.

Le PERU

J'ai visité les fédérations et organisations de district, cela dans différents districts de Lima, notamment celles qui sont affiliées dans StreetNet, dans la FEDEVAL et aussi rencontrer les membres de réseau de femmes vendeuses, de "Red de Mujeres", qui est vraiment très active.

Le 11 août était une journée de négociations tenues pour les leaders de la FEDEVAL. Les autres Organisations de l'économie informelle étaient aussi invitées pour y assister.

Des réunions étaient tenues avec trois Centrales syndicales, la CUT, la CATP, et la CGTP. Cette dernière est la plus importante Centrale au Péru, et elle a récemment formé un syndicat appelé "Federacion Unica de Trabajadores Ambulantes". The CUT a trois syndicats des travailleurs affilié à son propre compte: la FEDEVAL, la FETTRAMAP, un syndicat de porteurs de marchés, et la FEDAMPI, une Organisation pour micro-entrepreneurs. La stratégie de la CUT est d'organiser les trois secteurs de

travail à son propre compte et de créer une alliance nationale au sein du secteur de vendeurs de rue.

L' EQUATEUR

J'ai assisté au Forum Social d'Amérique tenu à Quito, et j'ai repris contact avec l'organisation "Asociacion Mujeres Tahuantinsuyo". Le mouvement syndical consiste à organiser cinq différentes Centrales syndicales et une organisation nommée "Federacion de Trabajadores Autonomos de Quito". Il y a encore deux autres organisations majeures de vendeurs dans Quito: la Frente de Defensa et la Paz y Justicia.

La BOLIVIE

Carlos Camargo de LABOR, un affilié de l'IFWEA (International Federation of Workers Education Association), veut nous assister dans la coordination de différentes organisations des vendeurs de rue en coopération avec PLADES. Ceci est possible en terme de notre accord régional fonctionnant avec l'IFWEA, ORIT-ICFTU (International Confederation of Trade Unions, Americas region) et WIEGO (Women in Informal Employment Globalizing and Organizing).

J'ai aussi rencontré le Coordinateur local de l' OIT: "Programa Regional de Empleo Sostenible" (PRES) qui a donné un rapport selon lequel dans la première phase du programme, il a assisté la municipalité de La Paz dans le processus d'un dialogue social avec les organisations de vendeurs de rue. Dans la seconde phase l'OIT organisera un séminaire entre la municipalité et les Organisations. Cependant, Ils doivent attendre jusqu' après les élections municipales de La Paz qui auront lieu en décembre 2004, pour éviter les problèmes de continuité.

La COLOMBIE

J'ai voyagé en Colombie et au Venezuela avec Guillermo Perez de l'ORIT-ICFTU. A Bogota, en Colombie, nous nous sommes réunis avec les trois Centrales syndicales suivantes: la CUT, la CTC, et la CGTD, et les organisations indépendantes des vendeurs de rue. Toutes les centrales ont des organisations de vendeurs de rue affiliées en leur sein et participent à la négociation avec les municipalités de Bogota. Ils se sont mis d' accord pour la formation d'une structure unie telle qu'une alliance de Ville et/ou une alliance nationale.

A Medellin, le Coordinateur régionale andien de PSI (Public Service International), Juan Diego Gomez, a été travaillé avec un groupe de vendeurs de nourriture express qui ont formé une coopérative, la COOMIRAPID (voir le rapport dans ce Bulletin). L'affilié local de PSI, l'ADEM (Asociacion de Empleados Oficiales del Municipio de Medellin) est prête pour travailler avec les organisations de vendeurs de rue et les assister à négocier avec la municipalité.

Le VENEZUELA

Nous étions au Venezuela le jour après le référendum nationale concernant la question de savoir si le Président Hugo Chavez devrait continuer à être Président ou pas. Le Directeur Général de Programme ORIT-ICFTU et le représentant responsable pour l'économie informelle issu de la CTV, l'une des Centrales syndicales, nous a rencontré. Nous avons appris que la CTV et ORIT-ICFTU ont été travaillé pour bâtir et restructuré la FUTRAND, une union des travailleurs autonome affilié à la CTV. Nous avons rencontré FUTRAND et avons discuté de l'affiliation à StreetNet.

Maritza Chirenos, le Secrétaire Régional de la structure Latino- Américaine du Conseil Mondial de Travail, la CLAT, nous a rencontré aussi.

Le BRESIL

A Sao Paulo il y a 770 Associations de vendeurs de rue, principalement fonctionnant dans une espèce de Chefs de mafia. Depuis que le Parti Travailleiste a gagné les élections et Lula da Silva est devenu le Président, il y a de cela deux ans, une nouvelle approche sur l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle est entrain de se développer sous la bannière de la Centrale syndicale nationale, la CUT. A Sao Paulo, la CUT a organisé un syndicat appelé SINTEIN (Sindicato dos Trabalhadores na Economia Informal). Bien qu' il y ait un progrès du gouvernement local à Sao Paulo sous le populaire Maire Marta Suplicy, il y a beaucoup de différences d'opinions entre elles et le syndicat au sujet de la réglementation sur la vente de rue.

AU PLAN REGIONAL

Victor BAEZ, la Secrétaire régional de l' ORIT-ICFTU, a rencontré StreetNet à Quito. Il est intéressé par le développement d'une approche stratégique sur l'économie informelle pour donner plus de substance à l'accord entre StreetNet et ORIT-ICFTU - avec un intérêt particulier au thème de formation à la négociation. La relation entre StreetNet et ORIT-ICFTU a besoin d'être développée de plus en plus. Cependant, les discussions conduites durant cette visite avec Victor Baez et les membres de son bureau à Caracas nous appris beaucoup plus qu'auparavant.

La relation entre StreetNet et PSI dans la région était aussi renforcée. Jocelio Drummond (Coordinateur de PSI Sao Paulo, Brazil) a arrangé des rencontres pour le jour où je passais par Sao Paulo, sur mon chemin de retour pour le Sud-Afrique. Nous avons discuté de la possibilité d'organiser un événement commun avec SPI au Forum Social Mondial (WSF) à Porto Alegre en janvier 2005. SINTEIN au Brésil est enthousiaste au sujet sa participation au Forum Social Mondial et invitant à l'occasion StreetNet pour travailler ensemble avec eux pendant deux semaines.

Le travail en Amérique Latine a approfondie notre connaissance de l'Organisation des vendeurs de rue et autres travailleurs dans le secteur informel dans la région de l'Amérique Latine. Nous savons maintenant plus sur les organisations dans l'économie informelle et au sujet du dynamisme des syndicats dans la région et avons renforcé notre relation au sein du mouvement syndical.

Dans deux Pays, la Colombie et l'Uruguay, nous avons posé la base pour une continuité de relation avec les organisations qui veulent travailler pour la formation des Alliances nationales.

Dans les cinq autres pays, le Brésil, l'Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela, nous avons vu les organisations nationales que nous avons invitées à s'affilier au sein de StreetNet.

COOMIRAPID: "Pour une économie informelle organisée"

By Ana Maria Agudelo Escobar, COOMIRAPID

La Colombie est un pays dans laquelle les conditions socio- économique n'offrent pas une garantie d'emploi décent pour la plupart de gens, selon les statistiques du department administratif national (Dane) 20 millions de gens sont économiquement actifs; 61,7% fait partie de l'économie informelle et 14% est au chômage.

Par exemple, dans la ville de Medellin, il n'y a pas d'information disponible sur l'actuelle condition socio-économique de la population qui gagne la vie en économie informelle. Le dernier cencus a été exécuté par la municipalité, comme partie du programme de la sécurité et la coexistence sociale pour le rétablissement des places publiques. Ceci est terminé avec la relocalisation des marchés informels. Après 18 ans, de nouveaux problèmes sont apparus, à savoir, l'infrastructure, la mauvaise organisation, et ainsi de suite, les places évacuées ont été occupées par d'autres vendeurs informels.

Il y a un taux de chômages très élevé, les occasions d'avoir un boulot sont limitées, alors qu'il ya un groupe de gens honnetes et travaillant difficilement, qui veulent soutenir leurs familles. Les commerçants vendent les cigarettes et les bombons, les copies de pirate de musiques et les livres, les vêtements, les appareils électriques et les autres articles. Le plus commun est la vente de restauration rapide.

Un conflit s'écarte à regard avec l'économie informelle d'une part, les autorités municipales doivent s'occuper de la maintenance et de bon usage de places publiques, d'une autre part, il ya des vendeurs informels qui résolvent leur situation économique en travaillant comme des vendeurs de rue dans les places et rues publiques. Il y a un manque d'analyse de la situation difficile à l'égard des familles qui gagnent leurs vies en économie informelle rencontrent. Il n' ya pas de propositions ou solutions pour remplacer la politique de confisquer les outils et les articles pour les vendeurs.

COOMIRAPID, une coopérative de restauration rapide, est formée dans ce contexte en Medellin. Les membres fourniront un service en vendant la nourriture qui est abordable et du genre qui est populaire. La coopérative a pour objectif de fournir une réponse favorable pour le besoin d'une organisation et une alternative socio-économique pour améliorer la vie des vendeurs. Les objectifs de l'organisation sont visés à fournir un moyen pour améliorer l'éventaire des vendeurs, le cabinet-conseil pour obtenir le crédit, obtenir un soutien pour avoir un permis de travail, la sécurité sociale pour les membres, la publication et la récréation selon les besoins de membres. L'un des objectifs de COOMIRAPID, est d'agir comme un intermediaire pour faciliter le dialogue avec les autorités locales, pour atteindre les solutions qui avantagent tous les deux côtés (les autorités et les vendeurs). Les

vendeurs informels COOMIRAPID sont déterminés de chercher des solutions communes avec les autorités, pour le développement de la ville, et atteindre un accord sur la reconnaissance de l'économie informelle comme un moyen valable pour résoudre le problème de chômage. COOMIRAPID est aussi une coopérative qui vise à développer et à hausser l'économie informelle du syndicalisme. Si la bonne organisation en économie informelle peut-être atteinte par syndicalisme, et quelque accord atteint, les vendeurs de rue, les autorités locales et tous les citoyens profiteront.

L'Alliance de l'Economie Formelle et Informelle au travail avec les Fédérations de l'Union Globale (GUFs)

Par Pat Horn

StreetNet International coopère très bien avec les deux Organisations GUFs suivantes dont les unions affiliées sont organisées en secteurs reliés aux vendeurs de rue:

- **PSI** (Service Public International) lequel inclu les unions de travailleurs municipaux;
- **UNI** (Réseaux du syndicat International) lequel inclu les unions de travailleurs commerciaux.

A travers notre conjonction du travail, nous formons des liens rapprochés et des alliances entre les travailleurs du secteur formel et ceux du secteur informel. Les travaux pratiques sur terrain semblent être la meilleure voie pour développer les alliances solides entre les travailleurs du secteur formel de l'économie et ceux du secteur informel.

PSI

Au mois de Septembre 2003, StreetNet et PSI ont tenu un atelier de travail conjoint sur les femmes avec la participation des femmes du secteur informel et des affiliés du PSI venus de six pays Africain. Lors de cet atelier, les femmes vendeuses de rue ont partagé les expériences avec les femmes travailleuses de municipalités. Elles ont découvert qu'elles avaient plusieurs problèmes communs et se sont rendu compte qu'elles pouvaient travailler ensemble pour faire face aux municipalités au lieu de continuer d'être divisées aveuglement par les travailleurs qui suivent la politique de leur employeur sur la vente dans les rues.

Après cet atelier, l'Union des Travailleurs Municipaux de la Zambie; ZULUWA, et l'Alliance des Associations Zambienne de l'économie informelle (AZIEA) ont commencé à travailler plus proches ensemble. Elles sont entrain de préparer un atelier ensemble au cours duquel elles prépareront conjointement les demandes pour négociation avec les municipalités de Lusaka et Kitwe sur la façon de fournir un service public de qualité au moyen d'un budget participatif dans lequel les deux organisations seront les tenant des enjeux.

Au mois de Juillet et Août 2004, la Coordinatrice Internationale de StreetNet, Pat Horn a rencontré le Coordinateur de PSI de l'Amérique, de l'Amérique des Andes, de Sao Paulo (Brazil) et Equateur; ils ont discuté sur les moyens de travailler ensemble en l'Amérique Latine (voir l'histoire sur l'Amérique Latine à ce sujet).

En Afrique du Sud StreetNet travaille en lien étroit avec SAMWU (L'Union de Travailleurs Municipaux Sud Africain - affiliée au PSI) sur la tâche de l'établissement d'une alliance nationale de vendeurs de rue en Afrique du Sud.

UNI

Avant même le lancement du StreetNet International, durant la phase préparatoire de 2000 à 2002, nous avons commencé des discussions avec UNI sur la façon de travailler ensemble une fois que StreetNet était établi. UNI a plusieurs affiliés dans le secteur commercial et reconnais que ses propres affiliés n'ont pas fait des progrès significatif dans l'organisation des travailleurs du secteur informel de l'économie.

Alors l'affilié de StreetNet Afrique du Sud: SEWU (L'Union des Femmes Auto-Employé) a commencé à coopérer avec l'affilié de UNI du Lesotho: la NALAW (l'Union National des détaillants et les travailleurs Alliés) pour encourager la formation d'une organisation nationale de vendeurs de rues; Khathang Tema Bait's okoli, en Lesotho. SEWU était invité à visiter les deux organisations au Lesotho; et StreetNet a encouragé cette visite. SEWU et NULAW ont soumis des recommandations utiles pour les prochaines activités de formation aux aptitudes, lesquelles seront conjointement supporter par

StreetNet et UNI.

La Coordonnatrice Internationale de StreetNet (Pat Horn) et le Chef de Bureau du Programme de UNI (Zakari Koudougou) exécuteront une mission d'enquête dans huit pays francophones de l'Afrique de l'Ouest en Octobre 2004 pour avoir une meilleure idée des organisations dans ces pays qui organisent les travailleurs de l'économie informelle dans leurs secteur de travail. Le résultat de cette mission informera le programme de travail conjoint de StreetNet et UNI pour les trois prochaines années.

Les Vendeurs de rue Zambien luttent contre les tracasseries du Gouvernement

AZIEA, l'Alliance des Associations Zambienne de l'économie informelle a lancé un appel au gouvernement Zambien pour respecter et reconnaître les organisations de la société civile suite aux menaces du Gouvernement de deregistrer une des organisation qui possède le plus grand nombre d'adhérents; la ZANAMA.

Lameck Kashiwa, Secrétaire Général de l'AZIEA a confié à StreetNet que les attaques sur les organisations de commerçant de rue font suite à la décision unilatérale en juin par la municipalité sur la ceinture de cuivre de Luanshya pour augmenter les taxes du marché de 150%. La ZANAMA a réagi en appelant tous les membres à ne pas payer l'augmentation jusqu'à ce qu'ils seront à mesure de discuter l'augmentation avec les autorités locales. Subséquement, les médias ont dénoncé le fait que le Conseil local voulait la déregistration de la ZANAMA en le présentant au sous-comité parlementaire du Gouvernement local.

En réponse, une rencontre publique a été tenu dans cinq districts où AZIEA était établi pour protester contre l'attitude du Gouvernement vis-a-vis des organisations de la société civile. AZIEA a aussi fait un rapport de presse demandant le comité parlementaire de clarifier la présentation du Gouvernement local; parceque cela vas à l'encontre de l'esprit de négociation et de consultations. AZIEA a dénoncé sans cesse la continuité de tracasseries à l'endroit de vendeurs de rue et a demandé au gouvernement de réagir à propos des recommandations du Détachement special qui attendent encore leur mise en pratique. Kashiwa dit que le ministre du Gouvernement local et habitat aussi bien que le Gouvernement officiel et le Département de la police étaient invités à participer à la réunion publique pour échanger leur vues dans l'esprit du débat ouvert.

Le détachement spécial du marché, comprenant un large groupe de parties prenantes était formé l'année passée, selon la demande de l'AZIEA que le Gouvernement est intervenu pour résoudre le problème de l'arbitraire local, lui qui a augmenté les taxes et qui a remplacé la réglementation coloniale et dépassée du marché.

Rencontre avec le Président

Une rencontre pleine de succès était tenue entre AZIEA et le Chef de l'Etat, Son Excellence Levy Patrick MWANAWASA, le 28 août 2004. Le rapport de Kashiwa dit que lors de la rencontre, le problème face auquel les vendeurs du marché en particulier et les travailleurs dans l'économie informelle en général étaient soulevés. A la réunion, AZIEA a exprimé sa déception que le Gouvernement n'avait pas agit en apportant les recommandations sur l'acte du marché depuis plus d'une année maintenant. Il répétait les questions soulevées devant le détachement spécial. Cela y comprises les tracasseries par l'Etat et la police municipale, le problème de la non approvisionnement des services dans les sites commerciaux, l'absence de consultation avec les travailleurs dans l'économie informelle sur les questions qui les affectent, la réglementation dépassée et le besoin pour institutionaliser les forums de dialogue. Le Président Mwanawisa n'était pas informé que les recommandations étaient prêtes, et était d'accord d'oeuvrer ensemble sur ces questions soulevées par AZIEA.

Si AZIEA essaye de trouver une résolution aux problèmes de ses membres avec succès, cela deviendra plus claire après le meeting présidentiel qui se tiendra au mois d'octobre à Kitwe.

Le Président abordera (certainement) les problèmes qu'AZIEA a soulevés à la rencontre. (Source: Texte compilé à partir des messages e-mail entre AZIEA et StreetNet, le 6 et 24 juin, le 14 juillet, le 2 septembre 2004. Article préparé sous la direction de Zanama pour la rencontre avec le Président zambien, Levy Patrick Mwanawasa SC, 24 août 2004.)

Les vendeurs de rue sud africains réunis pour une discussion d'unité

Les Organisations de vendeurs de rue sud africaines se sont réunis à Johannesburg du 11 au 12 septembre 2004 pour discuter de la formation d'une Alliance nationale.

La rencontre a été sanctionnée par un accord conclu par les organisations qui avaient participé auparavant à la rencontre nationale du 18 novembre 2003 et qui étaient convenus de travailler désormais pour l'unité. StreetNet était sollicitée pour présider le processus, assisté par un petit groupe de travail. Le Président national de l'Union de Travailleurs municipaux sud africains (la SAMWU), Petrus Mashishi a présidé et facilité la séance.

Le processus de mettre en place une Alliance nationale pourrait créer un moyen pour les vendeurs de rue, de négocier avec une seule voie pour les municipalités, au sujet des politiques urbaines et de la réglementation de la vente de rue. Une alliance nationale peut produire la capacité de négocier (pour les vendeurs de rue) au niveau du gouvernement national, cela en ce qui concerne les politiques sur les questions du travail informel.

Les organisations suivantes ont participé à l'ensemble de réunions: Le Conseil Africain de Commerçants Ambulants et les Affaires Informelles (ACHIB), l'Alliance de vendeurs de rue de Eastern Cape, l'Association de Vendeurs Ambulant de Gauteng, le Forum des Affaires informelles, le Comité de Gestion du Commerce Informel de Durban (ITMB), Isolabantu (Gauteng), l'Association de Vendeurs ambulant de Johannesburg (JHA), l'Association de Vendeurs Ambulant de Midrand (MHA), l'Association Sud Africain de Vendeurs Ambulant du Chemin de fer (SARHA), le Comité de crise des commerçants de Johannesburg.

La rencontre a abouti à un consensus sur plusieurs points concernant la question du Leadership. Ceci a inclu le fait que:

- Les femmes constituent la majorité de commerçant de rue - elles devraient occuper 60% de part du leadership;
- Les leaders devraient être les vendeurs de rues ou ambulants eux-mêmes, ou encore les organisateurs employés par les vendeurs de rue pour organiser les vendeurs de rue, les vendeurs du marché informel et ambulant; une majorité d'au moins 80% devrait être les vendeurs eux-mêmes.
- L'adhésion à l'alliance des commerçants étrangers qui sont légalement établis au pays sera discutée prochainement. Pendant ce temps il faudra adhérer à ce que stipule la constitution de l'Afrique du Sud.
- Les commerçants étrangers qui sont légalement établis au pays pourront être à mesure de faire partie de l'alliance.
- L'alliance devrait chercher à être le plus intégrant possible et ouverte à toutes les organisations de vendeurs de rues et non seulement aux organisations qui ont joint le processus.

Un Brouillon du code de conduite a été agréé la dessus et a été transmis par toutes les organisations présentes en retour à leurs membres pour discussion. Certaines parties restent encore à débattre; notamment les critères d'affiliation pour les organisations. Comment rester concentrer sur les pauvres vendeurs de rues, les vendeurs des marchés et ambulants et la politique sur les vendeurs de rue étrangers en Afrique du Sud, aussi la question de l'équilibre régional et de représentation.

Une structure intérimaire a été formé avec un représentant de chaque province, coordonnée par le représentant de Gauteng: Livingstone Mantanga. Le comité intrimaire a été mandaté de recruter les autres organisations de vendeurs de rues et ambulants pour joindre le processus et participer à la prochaine réunion. Une constitution sera élaborer pour la nouvelle alliance et on la fera circuler pour discussion parmi les organisations de vendeurs de rue.

Les groupes participant à cette rencontre ont expressement soutenu pour la lutte et les manifestations autour du Pays, y compris une protestation tenue récemment à Johannesburg, pour la défense de leurs droits en tant qu' acteurs économiques, contribuant à l'économie de leur Villes, luttant pour la

reconnaissance et le soutien, et contre la corruption, les tracasseries et les brimades.

Nicaragua: Progrès dans l'organisation et développement pour le compte des travailleurs eux-mêmes

Par le Front National des Travailleurs (FNT)

Depuis le 2 mai 2002, après la célébration du jour du mois de mai, qui est la journée internationale des travailleurs, le Front National des Travailleurs (FNT) a épinglé le travail d'organisation du secteur des travailleurs indépendants (secteur informel) comme une priorité.

Les travailleurs indépendants sont entrain d'exercer leur commerce dans les carrefours, les arrêts de bus et au marché. Ils sont changeurs de monnaie, les gens de lotterie, les vendeurs de Cellphones, de crème glacée, les nettoyeurs de voitures, les conducteurs de transport inter-urbains, les coordonniers, les opérateurs de moto-taxis, et de charrettes.

Stratégie organisationnelle

Pour atteindre cette priorité fixée par le FNT, une stratégie organisationnelle avait été définie basée sur deux éléments: le premier, centré sur la promotion, l'organisation, la formation, la légalisation et l'institutionnalisation de syndicats pendant que le second est concentré sur la lutte pour la stabilité des petits boulots, l'amélioration de l'hygiène, l'éradication du travail des enfants, et la désintégration sociale et la reconnaissance Institutionnelle à partir du Gouvenement central, du gouvernement local, des Institutions gouvernementales et de la société en général.

Le piliers d' appui à la stratégie

La Stratégie organisationnelle est appuyée par quatre piliers principaux; notamment: la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de son estime personnel, l'égalité de sexe et la promotion de la participation des travailleurs indépendants dans le dialogue sur la politique pour le développement socio-économique dans le pays.

Il y a à présent:

- 42 syndicats organisés
- 08 syndicats enregistrés
- 24 syndicats sur la voie d'être enregistrés
- 16.917 travailleurs affiliés

Les Projets stratégiques

Au 1er juin 2004, "la coopérative pour les services multiples *Nouvelle vie R.L*" (La Cooperativa de Servicios Multiples Nueva Vida R.L), avait été établi avec 27 membres fondateurs. Une étude de la viabilité économique pour déterminer la situation économique et sociale des travailleurs indépendants avait été conclu en juin pour faciliter l'accès au crédit en vue d'organiser les travailleurs en coopérative.

Entre juin et septembre 2003, une étude de viabilité économique avait été réalisée pour l'établissement de "Urban Mutua de Salud" (Fonds de santé urbain). L'objectif du fonds est de traiter les maladies communes des travailleurs indépendants et leurs familles. En décembre 2003, le processus d' administration et d'organisation financières et aussi l'affiliation de leur premier 518 membres avait débuté.

Eradication progressive du Travail des Enfants

Au troisième trimestre de l'an 2003, une enquête avait été menée parmi 53 garçons et filles qui vendent au carrefour et aux arrêts de bus de la Cité de Managua, pour acquérir certaines connaissances de condition de leur vies. Subséquemment, une rencontre avec les parents avait été arrangé et nous étions en mesure d' évaluer le manque de ressources disponibles pour envoyer ces enfants à l'école. Avec l'aide de CNEPTI et de l' OIT, nous nous sommes arrangé pour envoyer ces enfants à l'école pour l'année scolaire 2004.

En août 2004 une investigation sociale parmi 494 garçons et filles qui sont vendeurs de rue avait été menée: le résultat avait constitué la base d'un projet pilote consistant en 4 phases. La première phase, celle du programme de mobilisation sociale pour la prévention et l'éradication du travail d'enfants a reçu l'appui de l'OIT.

Formation et Education

Durant 2003, 158 leaders avaient été formés sur les matières telles que: l'histoire du syndicat, le gouvernement local, les relations humaines, la loi, le marketing et l'introduction de l'étude de marché, les ventes techniques, les leaderships, le processus organisationnel, la mobilisation et la négociation syndicale.

Entre janvier et septembre 2004, nous avons formé 340 membres dans l'apprentissage et dans l'étude du cercle, 163 dans les cours de base et 45 dans les cours spéciaux, avec un total de 546 leaders et travailleurs formés. Actuellement nous avons 5 travailleurs avec les bourses d'études de carrière à UNAN Managua et 6 travailleurs qui ont récemment terminé les études techniques en informatique.

Le Comité des femmes du secteur des travailleurs indépendants représentant au moins 6000 femmes avait été lancé au 30 mai 2004.

Les protestations contre l'éviction

Au 9 juin 2004, le Coordonnateur national du secteur des travailleurs indépendants a tenu une conférence de presse pour annoncer le programme de démonstration qui commencerait le 10 juin 2004, et pour faire connaître au public les affaires qui seraient discutées avec le Maire de Managua, l'architecte Herly Lewites. Le jour suivant, la première marche du secteur des travailleurs indépendants qui a débuté à CIPRES jusqu'à la Municipalité de Managua a eu lieu pour protester contre l'éviction des travailleurs de la Gare centrale le 4 juin 2004.

Deux mille et demie de travailleurs ont pris part à cette marche mais n'ont rencontré les autorités compétentes.

Les autorités municipales ont refusé de rechercher des solutions négociées. Ceci a causé une série de dénonciations sur la violation des droits de travailleurs aux médias par les leaders des travailleurs indépendants.

Le 12 juin nous avons profité de la réunion du Conseil municipal pour attirer l'attention du public sur l'éviction et pour forcer le Maire Herly Lewites à rencontrer le secteur. Un accord avait été signé le 18 juin et est entré en vigueur le même jour.

Pour mettre en pratique l'accord signé avec le Maire, un horaire de rencontre avec les délégués de différentes districts de la municipalité de Managua avait été élaboré.

Au 15 août, le premier congrès s'est tenu et le second anniversaire de la fondation de l'organisation syndicale des travailleurs indépendants a été célébré.

Les vendeurs de rue Coréens rassemblement pour 17^{ème} congrès annuel

Par Shin Hee-chul, Directeur International de NFSVK

Le 13 Juin, NFSVK (Fédération Nationale des Vendeurs de rue Coréens) a tenu un congrès national annuel pour les vendeurs de rue Coréens à Seoul. Ceci était le 17^{ème} congrès organisé par NFSVK depuis 1988.

En 1988, les vendeurs de rue Coréens ont combattu contre la suppression du régime de vendeurs de rue sous le manteau de jeux Olympiques à Seoul. Par ces luttes, nous avons confirmé notre solidarité avec les mouvements démocratiques nationaux de Corée et avons enfin formé l'organisation nationale appelée NFSVK en octobre, même année.

Cette année, le congrès national était tenu au stade de Dongdae-Mun et plus de 6 000 vendeurs de rue l'ont assisté. Plusieurs organisations ont assisté au congrès: La Solidarité Sociale Coréens pour la

resolution de pauvreté; La Confédération de syndicates; La Solidarité des peuples Coréens; La Lique des Payans Coréens; Les Sans-Abris, et les activists Japonais et les ouvriers émigrés Coréens base sur l'expulsion et la prise a catédralede Myeongdong à Seoul.

Les camarades de Nest, le syndicat des vendeurs de rue de Nepali et les représentantes de l'association des femmes auto employé d'Inde (SEWA), n'étaient pas du moins presents parce que les ambassades Coréens ne donnent pas des visas sans raison valable.

Après le congrès, nous avons fait la marche de protestation jusqu'à l'hôtel de Silla, où le Sommet Mondial sur le Forum Economique d'Asie de l'Est est tenu, du 13 au 15 juin. La marche de protestation a souligné les problèmes de mondialisation néo-libérale qui donne plus de liberté à la capitale transnationale, et pour appliquer les stratégies militaires pour l'expansion de contrôle sur la région Asiatique, pendant qu'en augmentation la pauvreté et éroder les droits d'ouvriers et du peuple.

En marche, nous avons démontré notre soutien pour les droits de pauvre. NFSVK, les activists et les peuples qui viennent de différents secteurs, les ouvriers formels et informels, les paysans/les petites agriculteurs, femmes et hommes, les handicapés et les non-handicapés, et les étudiants ont pris part à, en s'unissant et ont réagi comme une seule personne.

Après deux jours, suivant le congrès NFSVK a participé au Sommet du Mouvement des Peuples de l'Asie Sociale et a encouragé les participants d'organiser les travailleurs informels. Nous les avons informés à propos de StreetNet et la conférence internationale organisant les ouvriers en économie informelle: "Combinons nos efforts", qui s'est tenu en Inde 2003. Nous avons participé aux ateliers thématiques sur les pauvres et sans-abri, les ouvriers irréguliers/informels, et les droits travailleurs et sur les droits des émigrés ouvriers travailleurs et le mouvement des émigrés ouvriers en Asie.

Kim Heung-Hyun, le président de NFSVK a lu la déclaration adoptée par le sommet "les peuples d'Asie et les mouvements sociaux appellent à l'action".

Nous nous sommes engagés à coordonner nos actions, élargir et fortifier nos luttes en Asie. "Globaliser l'espoir!" "Globaliser la lutte!"

Uruguay: L'économie informelle abrite des masses dans la suite de crise économique

Par Lucia Melnikov

Comme résultat de la détérioration rapide de l'économie d'Uruguay, et suivant l'échec des banques et le secteur financier, il y a deux ans, les gens se trouvent dans les rues et dans l'économie informelle, sans protection économique ou sociale.

Quand il y a la guerre; les effets de la destruction peuvent être mesurés par l'assistance que vous pouvez chercher outre-mer: la nourriture et les médicaments. Dans ce cas, il peut-être mesuré seulement par le dommage infligé sur les droits humains fondamentaux, en raison du manque de ressources économiques, par exemple, le manque de logement; l'assistance médicale, le boulot et de quoi à manger (la nourriture).

Ceci cause le défaire du tissu social, la migration de gens qui cherchent les boulots de l'intérieur à la capitale, et le dépeuplement en milieu rural. Par conséquent, nous, les peuples Uruguayens, traversons, la pire crise que nous n'avons jamais vécue dans l'histoire.

La crise industrielle qui a commencé en 1968, avec la chute continue de différentes industries, a été causée par d'autres facteurs, par le manque de réorganisation et de modernisation pour satisfaire aux besoins régionaux et de compétition globale. Uruguay a une population d'autour de trois millions de gens. La population économiquement active est 800 000 et il est estimé que 300 000 citoyens appartiennent à l'économie informelle.

En même temps, que l'économie a commencé à informaliser, Uruguay a pris en arrière des étapes en ce qui concerne les droits travailleurs, surtout pour les femmes. Un test de grossesse a été maintenant introduit comme une condition préalable à obtenir un emploi. Être Femme ou mère est la base de discrimination pour beaucoup de travaux, et est l'une des raisons primaires pourquoi la majorité de vendeurs aux marchés sont des femmes.

La masse de création de travail se présente dans l'économie informelle, et la vente de rue est la plupart d'activité économique visible. Les périphéries ou les marchés sont situés dans les secteurs les plus pauvres and sont constamment hebergés beaucoup de gens. Ils sont places où quelques vendeurs vendent le peu qu'ils ont laissé pour faire nourrir leurs familles.

Les gens formés ou ceux qui peuvent opérer avec des machines, commencent à faire des commerces chez eux, en fabriquant de différents produits qui les rendent capables à exécuter le travail légitime'. La production coopérative pour recycler de produits en plastique a été développée en raison de fabriquer les sacs pour emballer les produits vendus aux marchés.

Nous avons précisé aux autorités que notre motivation pour organiser des activités dans les marchés, est d'assister les gens afin qu'ils puissent gagner la vie, trouver un moyen pour vivre et de réclamer leur dignité. Ceci est la petite consolation quand l'un(e) regarde la croissance dans les statistiques officiels qui sont les révélateurs signes dans la situation d'Uruguay: La criminologie et la délequance exagérée, la suicide et l'émigration.

Dans la plupart de cas, la protection travailliste pour les vendeurs est ignorée. La perte d'emploi formel a crée le besoin pour les nouveaux réglemets et les nouvelles lois pour protéger le bien-etre du fonctionnement de la population.

Je crois que, l'étape prochaine pour les ouvriers dans cette économie, est de s'organiser dans les réseaux et présenter des propositions pour la protection et l'autonomination travailliste.